

LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU PREMIER MINISTRE DE
L'ALBERTA

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je me permettrai de citer certains des amis du ministre. Voici ce que dit le premier ministre Getty: «Il n'y a rien dans le budget pour l'économie fragile de l'Alberta sauf des hausses d'impôt qui feront diminuer les dépenses à la consommation». Pourquoi le ministre a-t-il produit un budget qui fera si peu pour une province dont les agriculteurs et les chômeurs connaissent de si graves difficultés à l'heure actuelle? Est-ce juste pour les Albertains?

M. Valcourt: Est-il juste d'acculer le pays à la faillite?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le présent budget a été préparé et présenté pour tous les Canadiens. Tous les Canadiens y trouvent leur compte.

M. Rodriguez: Des impôts élevés.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Pour l'Alberta, le budget prévoit un programme visant à venir en aide aux agriculteurs lourdement endettés, et pour les Albertains, il prévoit un vaste éventail de programmes de justice sociale qui sont tellement importants pour les Canadiens dans le besoin. Le budget annonce des mesures visant à venir en aide aux Canadiens qui vivent maintenant de l'assistance sociale dans certaines régions de l'Alberta à cause du Programme énergétique national qui les a plongés dans de si grandes difficultés. Il va les aider à revenir sur le marché du travail.

* * *

LES MINES

LES NÉGOCIATIONS EN VUE DE CONCLURE UN NOUVEL ACCORD
INTERNATIONAL SUR L'ÉTAIN

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Mines). Après l'effondrement du marché de l'étain l'automne dernier, quels progrès ont été réalisés en vue de conclure un nouvel accord international sur l'étain et quelles seront les répercussions probables pour le Canada?

L'hon. Bob Layton (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, le secteur minier s'intéresse à la question depuis un certain temps. Je suis en mesure de faire savoir qu'en fin de semaine dernière, des négociations entre les membres du Conseil de l'étain, les banques et les courtiers ont donné lieu à une proposition qui sera examinée par tous les participants. Cette proposition est préférable à un krach qui bouleverserait certes nos marchés miniers.

* * *

L'AIDE EXTÉRIEURE

LES CRÉDITS PRÉVUS AU COURS DES CINQ PROCHAINES
ANNÉES

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, c'est au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que je m'adresse. Mercredi, le ministre des Finances a déclaré: «Notre économie s'est beaucoup mieux comportée au cours des

Questions orales

18 derniers mois que quiconque ne l'avait prévu». S'il en est ainsi, pourquoi le gouvernement entend-il réduire de 1.5 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années les crédits affectés à l'aide publique au développement, alors que le Canada avait pris des engagements envers les nécessiteux du monde entier? Pourquoi?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, si nous sommes parvenus à redresser l'économie canadienne, comme en font foi le taux de croissance de l'économie et la création d'emplois, c'est que nous nous sommes attaqués au déficit. Le gouvernement estime qu'aucun ministère ne doit être dispensé de participer à cette lutte contre le déficit, lutte qui est essentielle si le Canada doit être fort dans le monde.

Le gouvernement a deux priorités. L'une est de maintenir une présence active sur la scène internationale, et l'autre est de contenir le déficit. L'année prochaine, nous accroîtrons notre aide internationale et nous réduirons le déficit.

M. Manly: Monsieur le Président, le ministre déclare que notre économie est solide. Les femmes et les enfants des pays en voie de développement auront bien du mal à le comprendre.

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Puisque les crédits de la Société pour l'expansion des exportations servant à financer à des taux de faveur les activités des exportateurs canadiens dans les pays en voie de développement figurent dorénavant dans l'aide publique au développement, le ministre pourrait-il nous dire quelle proportion de l'aide publique au développement cela représentera ou si cela s'ajoutera au 0.5 p. 100 de notre produit national brut que le gouvernement entend consacrer dorénavant à l'aide extérieure?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, l'une des réformes que nous apportons est précisément que ces crédits s'ajoutent au 0.5 p. 100. Je tiens à préciser à la Chambre qu'au cours des cinq dernières années, le Canada a consacré 8.7 milliards de dollars à l'aide publique au développement. Au cours des cinq prochaines années, notre pays y consacra 13.6 milliards de dollars. Il s'agit là d'une augmentation considérable.

M. Hees: Excellente réponse, Joe!

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

L'INCIDENCE DU BUDGET SUR LE NORD DE L'ONTARIO

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Sait-il à quel point la santé économique d'une région comme le nord de l'Ontario dépend des programmes de développement régional du gouvernement fédéral? Est-il juste, à son avis, que les gens du nord de l'Ontario, qui n'en ont vraiment pas les moyens, soient appelés à payer plus d'impôt à la suite du budget, tout en recevant beaucoup moins à même les fonds de développement régional?